

## LE DÉVELOPPEMENT RURAL

## L'ONTARIO—LA SUPPRESSION DES FONDS DE L'ARDA DESTINÉS AU DRAINAGE DES TERRES

**M. R. E. McKinley (Huron):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Forêts et du Développement rural. A la lumière de tous les mémoires que les députés de l'Ouest de l'Ontario ont reçus des municipalités parce que les fonds destinés à l'ARDA pour le drainage des terres ont été coupés, le ministre songe-t-il à tenir de nouvelles négociations avec les provinces afin de tenter de dissiper les difficultés actuelles, vu qu'on ne sait pas si le gouvernement fédéral fournira de nouveaux fonds?

[Français]

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Forêts et du Développement rural):** Monsieur l'Orateur, comme on le sait, en vertu du programme ARDA, ce sont les provinces qui font des recommandations au gouvernement fédéral qui les approuve.

Pour ce qui est du cas précis auquel l'honorable député fait allusion, je vais étudier la question et je pourrai peut-être donner plus de renseignements à la Chambre un peu plus tard.

[Traduction]

**M. McKinley:** Le ministre ne pourrait-il assurer à ces gens qu'on respectera au moins l'engagement initial de cinq ans pris envers les provinces—il reste encore un an à courir?

[Français]

**L'hon. M. Marchand:** Monsieur l'Orateur, à mon avis, il ne serait pas sage de donner une assurance à propos d'un objet que je ne connais pas complètement à ce moment-ci.

Je vais étudier la question et, ces jours-ci, je pourrai probablement donner une réponse plus complète à l'honorable député.

[Traduction]

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

## LE BIAFRA—LA SITUATION À LA SUITE DE LA DÉCLARATION DU CHEF AWOLOWO—LES VOLS DE SECOURS

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Comme il semble y avoir conflit entre sa déclaration de la semaine dernière et celle du chef Awolowo selon laquelle, faute de certaines conditions préalables, il n'y aurait pas de négociation, le très honorable représentant peut-il élucider l'attitude du

gouvernement nigérien à propos de la conjoncture actuelle, étant donné l'annonce qu'il a lui-même faite la semaine dernière?

**Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre):** Je m'y efforcerai volontiers. Je crois que la confusion qui s'est produite dans l'esprit de certains membres de l'opposition provient du fait que le chef Awolowo avait bel et bien promis à certains chefs de délégation, à Londres, qu'il recevrait sans conditions, lors de son séjour dans cette capitale, des représentants du régime biafrais. L'autre déclaration à laquelle on a fait allusion avait trait aux réunions qui pourraient avoir lieu plus tard au Nigéria ou ailleurs. Le chef a déclaré être prêt à rencontrer, pendant son séjour à Londres, et sans conditions préalables, les représentants du régime biafrais, mais les représentants de ce régime ont refusé de le rencontrer à ce moment-là.

**M. MacDonald:** Devons-nous en conclure que le chef Awolowo avait attaché une amorce à l'engagement qu'il a pris alors? Comme les représentants canadiens se sont maintenant entretenus avec de hauts fonctionnaires biafrais, je me demande si, de fait, ils songent uniquement à la possibilité d'entretiens sur un cessez-le-feu ou s'ils n'ont pas tenté aussi de surmonter certaines difficultés de communication qui existaient alors au sujet de la possibilité d'autoriser des opérations de secours de jour dans cette région de l'Afrique.

**Le très hon. M. Trudeau:** Le député a-t-il demandé s'il avait attaché une amorce? Je crains de ne pas comprendre ce que signifie cette question.

**M. MacDonald:** Pour ce qui est de la deuxième partie de ma question au sujet de la possibilité d'autoriser des opérations de secours de jour au Biafra, des discussions ont-elles eu lieu?

**Le très hon. M. Trudeau:** A Londres, nous avons appris que la situation était toujours la même que celle dont nous avons déjà fait état à la Chambre. Les autorités nigérianes ont accepté d'autoriser des vols de secours le jour, mais les autorités biafraises refusent même de considérer la chose.

**M. MacDonald:** Une petite mise au point, monsieur l'Orateur. Le premier ministre est-il au courant de la longue déclaration du colonel Ojukwa et d'autres personnalités du même genre, et n'a-t-il pas reçu confirmation de la déclaration des autorités biafraises à Londres?